

INTERVIEW DE M. VALÉRY GISCARD D'ESTAING PAR M. ROGER THÉRON POUR PARIS-MATCH, PARIS, PALAIS DE L'ÉLYSÉE, JEUDI 16 AVRIL 1981.

16 AVRIL 1981 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

QUESTION.- Paris-Match a publié en 1979, un texte sous forme de dialogue qui fit, à cette époque, impression et que l'on a l'habitude de nommer désormais "le nouvel -état du monde." Vous venez d'éditer chez Fayard un livre préfacé par vous et intitulé : "l' -état de la France." Ce qui m'intéresserait, aujourd'hui serait de vous interroger - si j'ose dire - sur l' -état de vous-même. où en est Valéry Giscard d'Estaing, président ? où en est Valéry Giscard d'Estaing candidat ? Je suis à l'Elysée. Pourtant, c'est le candidat que j'ai en face de moi. Vous sentez-vous à l'aise sous ce masque de Janus ?

- LE PRESIDENT.- Ce qui me paraît intéressant, à l'heure actuelle, c'est de parler de l' -état de la France face au nouvel -état du monde. C'est en réalité, ce qui devrait éclairer et guider le choix des Français. Je pense que vos questions s'y référeront. Néanmoins, je répondrai bien volontiers à toutes vos questions de caractère plus personnel.

- Janus a deux visages. Ma situation est différente : j'ai deux tâches, mais un seul visage. J'ai ma fonction de Président de la République à exercer parce que nous vivons dans une période où il peut se produire, à tout instant, un événement important - l'attentat contre Reagan et la tension en Pologne sont deux exemples - et la France doit avoir à sa tête quelqu'un qui puisse faire face à toute situation de crise. Parallèlement, je conduis une campagne en vue de l'élection présidentielle. Il ne faut pas faire de comparaison entre 1974 et 1981 car les situations sont tout à fait différentes. Il faut faire une comparaison entre ma campagne de 1981 et la seule qui ait été conduite dans les mêmes conditions, c'est-à-dire celle du général de Gaulle en 1965.\

QUESTION.- J'ai été frappé par cette phrase de la préface de votre livre : "La rotation des saisons à peine entr'aperçues à travers les vitres opaques de l'Elysée". Cet isolement est-il lourd à supporter ? Est-il préjudiciable ? Est-il inévitable ?

- LE PRESIDENT.- Il est lourd à supporter parce qu'on ne voit pas passer le temps : il y a des fins de journée où l'on a été tellement absorbé et occupé qu'on ne sait pas s'il a fait beau ou s'il a plu. Et, en effet, on est en dehors de la vie spontanée, de la vie des saisons. La plupart des Présidents de la République ont parlé en termes sévères de l'Elysée. Poincaré l'appelait "sa prison dorée", le général de Gaulle n'aimait pas l'endroit. Actuellement, parmi les candidats il n'y en a aucun qui aspire à la fonction présidentielle pour la satisfaction d'habiter l'Elysée. Cela étant dit, je crois que le Président de la République française est l'un des dirigeants du monde qui est le moins coupé et le moins isolé de la population. D'abord parce que les précautions de sécurité sont bien moindres ici que partout ailleurs et qu'ensuite il existe des fins de semaine où il est possible de retrouver les conditions de sa vie antérieure.\

QUESTION.- Vous avez déjà répondu à la question "Qu'est-ce qui détermine votre seconde candidature ?" en soulignant le temps nécessaire aujourd'hui à l'accomplissement des tâches présidentielles et à la conduite d'un grand pays comme la France. Pouvez-vous nous donner une idée de cette accélération du temps ? Comment y faire face ?

- LE PRESIDENT.- J'ai toujours pensé - je l'ai même écrit - que le grand problème d'un homme d'Etat est son rapport avec le temps, et qu'un des problèmes de la politique en France est le mauvais -rapport établi avec le temps, c'est-à-dire le conflit qui existe entre des perceptions instantanées très fortes et très urgentes et les nécessités à long terme. Prenons le cas du nucléaire : entre le moment où la décision de construire une centrale est prise et l'entrée en service de celle-ci il s'écroule pratiquement un septennat. Entrent actuellement en service des centrales commandées en 1975. Pour les grands armements stratégiques, les décisions à prendre sont à échéance de quinze ans, c'est-à-dire plus de deux septennats. En d'autres termes, vous prenez des décisions que vous êtes sûr de ne pas avoir à exécuter vous-même. Ce qui fait qu'il y a à la fois une accélération de l'événement due à l'accumulation des images - ce que vous appelez le choc des photos - donnant le sentiment que le film de notre vie se déroule de plus en plus vite en même temps que pour des raisons techniques objectives, les grandes

décisions portent sur le long terme.

- En ce qui concerne notre nouvelle génération de sous-marins nucléaires, nous avons déjà pris les premières décisions - et il faut en prendre d'autres dans deux ans - alors que ces bâtiments ne navigueront pas avant 1995.

- S'agissant de l'approvisionnement de la France en uranium - problème très important puisque nous disposons d'une énorme industrie électro-nucléaire - la période-clé, sera celle de 2000 - 2020. Il faut la prévoir dès maintenant.\

QUESTION.- Ces faits semblent prouver qu'un mandat de quatre ans serait vraiment trop court.

- LE PRESIDENT.- Ce n'est pas possible.

- QUESTION.- Dans ces conditions pourquoi renoncez-vous à vous représenter dans sept ans ?

- LE PRESIDENT.- Parce qu'il faut tenir -compte de la contradiction qui existe entre la nécessité de la durée et le désir de renouvellement. Il ne faut pas pousser cette contradiction au-delà d'un certain seuil. C'est pourquoi j'ai indiqué que je ne me représenterai pas.\

QUESTION.- Vous aimez la vie politique. D'où vient cette passion ? Pendant la campagne électorale, notamment, surtout si elle est âpre, on sent que vous éprouvez un certain plaisir dans cette lutte, peut-être même une certaine délectation.

- LE PRESIDENT.- Je n'aime pas ce que l'on appelle le pouvoir parce qu'en réalité quand on dit "aimer le pouvoir", c'est aimer l'abus du pouvoir. Au fond, cet aspect ne m'intéresse pas...

- QUESTION.- Quand on l'a !

- LE PRESIDENT.- Dans l'Histoire, quand on parlait d'hommes qui avaient le goût du pouvoir, c'est qu'ils avaient le goût de l'abus du pouvoir. Ce qui m'intéresse, c'est la relation entre la réflexion et l'action. Une vie d'action sans réflexion me paraît primitive et une vie de réflexion sans action me paraît stérile. Dans la vie politique, on trouve, si l'on veut, l'articulation entre la réflexion et l'action. Je réfléchis pendant plusieurs semaines, parfois plusieurs mois à l'avance à la plupart de mes actions. Dans la campagne `campagne électorale` il y a un point profondément satisfaisant le retour aux sources authentiques du pouvoir. On retourne vers les êtres. Dans l'exercice du pouvoir, on s'éloigne d'eux par suite des nécessités de la fonction, des événements. Et, tout à coup, on revient vers les êtres, on retrouve la spontanéité, l'enthousiasme, la simplicité. J'aime cela. J'ai toujours aimé les campagnes.\

QUESTION.- Pensez-vous que les Français quand ils s'adressent au Président, lui disent ce qu'ils pensent ? Vous ressentez cela comme un contact direct ?

- LE PRESIDENT.- Qui. Tout les rapports avec une foule sont des -rapports avec un être. C'est une situation comparable à celle dans laquelle se trouve l'artiste qui joue une pièce sans voir les spectateurs mais "sent" son public, entend les rumeurs, perçoit les réactions... Lorsque je suis devant une foule je regarde toujours les gens un par un et je finis par les voir un par un... On parvient à distinguer sur leurs visages ce qui les touche, ce qui les laisse indifférents, ce qui les choque aussi. Ce qui m'intéresse, c'est le contact direct avec l'être vivant.

- LE PRESIDENT.- Le combat lui-même vous intéresse-t-il ? Vous avez des adversaires.

- LE PRESIDENT.- Pour moi, ce n'est pas un combat. Lorsque je me réveille le matin, je ne pense absolument pas à ce que va faire l'un ou l'autre de mes concurrents. Ce qui me préoccupe, c'est d'atteindre la conscience collective des Français pour que tel ou tel message lui parvienne et, en sens inverse, de comprendre pourquoi cette conscience collective perçoit des choses que je crois, inexactes ou inadaptées. C'est ce -rapport direct avec l'être collectif français que je -recherche.\

QUESTION.- Vous vous sentez donc en accord avec cete France profonde. Et quand vous parlez avec un grand de ce monde, qu'il s'agisse de Brejnev ou du président américain `Reagan`, vous sentez-vous Auvergnat ? En d'autres termes, faites-vous appel à vos racines, à l'Histoire ? Vous dites-vous : "Qu'aurait fait Louis XI" ou un leader ou un monarque que vous admirez ? "Comment de Gaulle aurait-il réagi devant telle situation dans laquelle je me trouve ?" Cela vous arrive-t-il ?

- LE PRESIDENT.- Evidemment oui ! Au niveau des affaires internationales je ne me considère pas comme "Auvergnat", mais comme Français parce que j'ai toujours estimé que la France était une unité culturelle, mais faite d'apports que nous avons tous recueillis. Je suis à la fois latin, celte, et puis sûrement comme tous les Français un produit des grandes invasions. Je ressens cette diversité et cette unité et j'ai toujours le souci d'apparaître à ceux que j'ai en face de moi comme leur interlocuteur "français". Quand ils disent français, ils veulent dire à la fois français dans le moment et français dans le

français". Quand je dis français, je veux dire à la fois français dans le moment et français dans la durée, c'est-à-dire le Français de 1980, mais aussi le Français qui a derrière lui son passé historique.\

`Réponse`.

- A l'extérieur, la France doit se conduire comme un des rares pays à longue tradition historique du monde et non comme un pays qui rejeterait tout son passé et manifesterait de la désinvolture envers lui. Mes interlocuteurs me considèrent je crois, comme typiquement Français.

- QUESTION.- La France étant perçue par eux comme un lien possible entre eux ayant son propre poids intellectuel, diplomatique ? LE PRESIDENT.- Fondamentalement, ils la considèrent comme un pays à part. Deux ou trois pays sont dans ce cas. Tout le monde sait par exemple, que la Chine est à part. Dans l'Occident il y a la France qui est à part. On connaît très bien nos options fondamentales : nous sommes un pays occidental et libéral, mais l'on sait, en même temps, que nous ne nous cantonnons pas à notre façon de voir et de vivre et que nous sommes citoyens du monde.

- Je dirai donc : 1) La France est un pays à part. 2) C'est un pays avec lequel les autres pensent qu'il y a quelque chose à faire, soit pour essayer de le persuader, soit pour essayer de deviner quelle sera son attitude.

- QUESTION.- C'est donc un pays à idées !

- LE PRESIDENT.- Oui et personne ne croit qu'il puisse devenir un client ou un vassal. Lorsque de telles critiques - qui témoignent d'une ignorance totale de la vie internationale - sont formulées, elles font sourire. Bien entendu, je pense souvent aux réactions de mes prédécesseurs. Pas de mes prédécesseurs lointains car les conditions ont beaucoup changé. Ce qui m'intéresse, c'est le type de problèmes auxquels il ont eu à faire face et de savoir comment ils ont réagi dans des situations humaines ou politiques curieuses. Louis XI en offre quelques exemples qui appellent encore aujourd'hui à la réflexion. Quand je pense à des décisions actuelles, je dis souvent à mes collaborateurs je ne ferai pas cela, et d'ailleurs le général de Gaulle ne l'aurait pas fait parce que, lorsqu'on occupe cette fonction, il y a des choses qu'on n'accepte pas de faire, même si elles comportent un avantage, fût-il électoral.\

QUESTION.- Quelles furent les surprises de la fonction ? Si c'était à refaire, et sachant ce que vous savez aujourd'hui, votre septennat se déroulerait-il de la même façon ? Auriez-vous les mêmes Premiers ministres ?

- LE PRESIDENT.- Ma réponse est oui, je referais ce que j'ai fait. On peut toujours faire mieux et, avec l'expérience et l'observation des faits, je ferais certainement mieux mais, fondamentalement, je recommencerais. D'abord, le choix de mon premier Premier ministre `Jacques Chirac` £ les raisons de ce choix, qui étaient politiques, me paraissent toujours avoir été valables. Compte-tenu de l'importance du groupe UDR dans la majorité de l'époque, et compte-tenu du traumatisme causé par la disparition du Président Pompidou, il m'apparaissait nécessaire de choisir un Premier ministre parmi le groupe de la majorité le plus important et qui fût un homme qui, bien entendu, avait soutenu sans équivoque ma candidature. Je referais le choix de Raymond Barre. J'admire d'ailleurs l'oeuvre considérable qu'il a accompli et je suis frappé de constater que lorsque j'y fais allusion actuellement en public, la réaction est extraordinairement chaleureuse. Il y a donc sûrement une différence entre les observations rapportées par les sondages ou les analyses politiques et la réaction humaine à son égard. Ce n'est pas une réaction de politesse, mais de chaleur et de reconnaissance.\

QUESTION.- Dans ce deuxième septennat, quelle sera la priorité des priorités ? La lutte contre le chômage, je suppose. Voilà vos deux ennemis : chômage et inflation. Qui avez-vous comme amis ? La paix ? Votre objectif d'unité pour la France ?

- LE PRESIDENT.- Au fur et à mesure que se déroule la campagne `campagne électorale`, je ressens très fortement qu'il sera possible de faire plus dans le septennat nouveau que dans l'ancien, parce que les freins, les obstacles qui ont limité l'action de mon premier septennat auront été largement écartés pour le deuxième. Obstacles politiques, d'abord £ je pense à l'entente entre les socialistes et les communistes qui a duré pendant les trois quarts de mon premier septennat et qui a maintenant éclaté en profondeur pour ne survivre que dans son expression électorale génératrice d'équivoques et de désordre £ ensuite, le fait que nous abordions la crise de l'énergie les mains nues alors que nous aurons, dans le second septennat le sentiment de disposer d'un outil national puissant. Et puis ce qui a eu lieu a eu lieu ! Je veux dire par là que le prix du pétrole a atteint un niveau tel - il peut naturellement encore varier quelque peu - que la réaction des pays industriels pour retrouver leur indépendance a commencé. On ne

l'arrêtera pas. Je considère donc qu'on pourra faire beaucoup mieux et que normalement, la France doit apparaître, au-cours du deuxième septennat, comme le pays d'Europe le plus solide et le plus capable économiquement, offrant ainsi une image un peu comparable à celle qu'a donnée à certain moment de mon premier septennat l'Allemagne fédérale `RFA`.

- Les deux ennemis sont bien le chômage et l'inflation. Une politique appropriée doit permettre de ramener l'inflation assez vite à un taux supportable, inférieur à deux chiffres comme nous l'avons fait en 1977 - 1978. Quant à l'emploi, il nécessite un effort beaucoup plus vaste parce qu'il faut reconstituer une situation de la société offrant des emplois à tous ceux qui en désirent. Le plan que j'ai préparé - et qui est le -fruit d'une longue réflexion du gouvernement et de moi-même - est le seul qui réponde à cette exigence. Chacun a pu constater que tous les autres programmes présentés dans la presse sous forme de tableaux comparatifs étaient indigents à cet égard.\

`Réponse`.

- Mes amis : comme vous le disiez, il y a d'abord la paix. Le personnel politique français commet une erreur sur la paix. D'ailleurs, dans la seconde partie de la campagne, je mettrai l'accent sur ce point. On me reproche d'avoir pris des risques pour la paix. C'est un reproche que j'accepte, mais que je retourne. J'ai pris des risques pour la paix et je continuerai à prendre des risques pour la paix. Quand on regarde en arrière, on s'aperçoit que le grand malheur de l'humanité a toujours été la guerre. Et on ne l'a rarement vue venir ! Avant les invasions mongoles du XIIIème siècle, la Chine était un pays tranquille, sa civilisation tolérante et cultivée. Après les invasions mongoles, la moitié de la population et de la civilisation a été exterminée. Celui qui s'en serait préoccupé avant aurait été prié de se taire. La guerre a été, et reste, pour nous la première menace, avec, aujourd'hui, des armements accumulés qui ne seront pas réduits avant plusieurs dizaines d'années. Il faut donc prendre des risques pour la paix. J'observe que M. Genscher revient de Moscou. Or, je n'ai entendu personne s'écrier : "Quelle honte ! Quel scandale" ! Les critiques qui me sont adressées sur ce sujet, sont du bavardage, de la légèreté, du refus d'entrer dans la réalité du sujet, trop grave, sans doute pour les batteurs d'estrade.\

`Réponse`.

- Le deuxième point, c'est l'unité des Français. Paradoxalement, le fait d'être dans un deuxième septennat, à la fin duquel je ne me représenterai pas, me donne objectivement des chances nouvelles pour rechercher l'unité des Français. Tous les hommes politiques que j'ai reçus ici même, dans ce même fauteuil, qu'il s'agisse de M. Mitterrand, de M. Chirac...- le cas de M. Marchais étant à part - étaient méfiants et se disaient "Tout geste vers l'unité risque d'être utilisé par le Président pour lui-même". A partir du moment où ils sauront, et les Français avec eux, que je ne peux plus l'utiliser pour moi, je suis persuadé que je disposerai alors d'un levier très fort. D'une-part, parce que la consécration par le suffrage signifiera : "Ce que vous avez fait était ce qu'il fallait faire", d'autre-part, parce que le fait de ne pas pouvoir utiliser ce geste à son -profit donne une possibilité d'action et une liberté beaucoup plus grandes.\

QUESTION.- Croyez-vous que la France ait un rôle vraiment important à jouer pour le maintien de la paix ? Quel espoir avez-vous pour la Pologne ?

- LE PRESIDENT.- Il ne faut pas raisonner sur un espoir mais sur un objectif. Depuis le début, j'ai un objectif simple sur la Pologne : que les Polonais puissent vivre entre eux, sans intervention extérieure, le plus longtemps possible, car tout autre solution est dévastatrice pour la Pologne et pour le monde. Les Soviétiques `URSS` savent, bien entendu, que telle est catégoriquement notre attitude. Le sort de la Pologne dépend, hélas, de nombreux facteurs, mais le motif constant de nos actions est que les Polonais puissent continuer à vivre entre eux, sans aucune intervention extérieure.

- QUESTION.- Allez-vous persister dans cette démarche qui a consisté à rassurer les Soviétiques ?

- LE PRESIDENT.- Il ne s'est pas agi de rassurer les Soviétiques ! Ceux-ci connaissent toutes les conséquences qu'entraînerait une intervention. Certains disent aujourd'hui : "Il faut les prévenir". Mais ils sont clairement et complètement prévenus.

- La question qui se pose est de savoir quel est le type de situation que, de leur point de vue, ils peuvent accepter en Pologne tout en mesurant toutes les conséquences, considérables pour eux qu'entraînerait une intervention. QUESTION.- On pense qu'ils pourraient être entraînés à une décision redoutable pour tout le monde, comme vous venez de le dire, si des appels venaient d'autres pays satellites.

- LE PRESIDENT.- La situation de la Pologne aurait mérité que des dirigeants du monde se réunissent pour avoir une vraie conversation de fond sur ce sujet si grave. Malheureusement, l'état des relations et des hommes ne le permettait pas.

- Tout le débat intérieur politique français est à côté du sujet parce qu'il cherche à faire croire que les Soviétiques ne sont pas prévenus. Encore une fois, ils le sont parfaitement et clairement, et ce depuis le début.

- QUESTION.- Est-ce précisément ce que vous êtes allé dire à Varsovie ?

- LE PRESIDENT.- Absolument. Référez-vous au communiqué conjoint franco - allemand du 5 février 1980.

- QUESTION.- On semble toujours ne pas vouloir le comprendre.

- LE PRESIDENT.- Sauf les Français de base qui l'ont très bien compris.\

QUESTION.- Quelle sera la place de l'Afrique dans le programme de votre second septennat ?

- LE PRESIDENT.- L'Afrique restera une priorité importante car l'on n'a pas suffisamment compris qu'elle était passée près de dangers considérables et avait été menacée de déstabilisation. Si le Zaïre avait été déstabilisée comme l'Angola, toute la situation du continent africain aurait été bouleversée. L'Afrique centrale et l'Afrique de l'ouest en auraient été affectées. Il y a eu un passage à vide complet de la politique américaine sur ce sujet, à la limite presque un encouragement. Comme nos partenaires européens se sentent peu concernés, seule la France pouvait faire quelque chose. Nous avons mené des actions et effectué des interventions pour montrer au continent africain que s'il souhaitait la sécurité et le maintien d'une certaine stabilité politique, certains étaient disposés à prendre le risque de l'aider.

- C'est cette volonté qu'il fallait démontrer concrètement sur le terrain. Le passage à vide des Américains étant actuellement terminé - nous allons, bien entendu, examiner quelle est maintenant leur politique et en discuter - le grand risque de déstabilisation de l'Afrique est, à mon avis, surmonté.

- Arrive un deuxième temps qui est celui que j'avais proposé - dont la mise en route a nécessité un assez long délai : celui de programmes beaucoup plus ambitieux de développement pour l'Afrique.

Spontanément, l'Afrique tend vers un système démocratique modéré. Les Africains ne sont pas des extrémistes. Ce sont au contraire des hommes qui au fond, rejettent la violence, qui ont l'habitude d'un type de discussions ou de négociations qui s'apparentent au débat démocratique et auxquels on doit apporter une aide économique importante. Je considère que cela reste pour nous une grande priorité.

- En résumé, nous avons évité la déstabilisation en Afrique et il faut engager maintenant une action plus vigoureuse de développement.

- QUESTION.- Avez-vous un objectif au Tchad ?

- LE PRESIDENT.- Le départ des troupes libyennes. Pour le reste, nous sommes prêts à aider tout gouvernement qui se consacrerait au développement du Tchad.\

QUESTION.- A votre sens, les Français ressentent-ils que la paix est fragile ?

- LE PRESIDENT.- Le personnel politique ne le ressent pas, mais les Françaises et les Français, eux, le ressentent. Cela ne veut pas dire que cela détermine nécessairement leurs options politiques car, en France, ces options politiques sont souvent déterminées par des considérations intérieures. Mais, enfin, je crois qu'ils en sont conscients.\

QUESTION.- Vous êtes élu. Comment alors se passe l'organisation de la France ? Avec la même majorité ? N'est-elle pas dégradée par la violence de la campagne électorale ?

- LE PRESIDENT.- Non. En tout cas, je ne ferai rien pour y contribuer. Regardons les choses en face. Ce qu'on appelle la majorité s'est manifesté depuis 1974, non pas une, mais deux fois : en 1974 par mon élection et en 1978 par une campagne menée en commun, avec des candidats souvent uniques, y compris parmi ceux qui s'expriment actuellement et un résultat électoral acquis en commun. Or, en 1978, c'était quatre ans après le début de mon septennat et encore un an après l'appel de Cochin ! Il ne faut donc pas croire que la majorité aurait éclaté au début de mon septennat, c'est tout à fait inexact. Etant donné que les députés qui siègent à l'Assemblée nationale sont ceux qui ont été élus par cette majorité en 1978, c'est à eux qu'il faudrait poser la question : "Allez-vous, vous-mêmes, briser la majorité qui vous a élus ?" Je suis convaincu qu'ils ne le feront pas. Et ce pour deux raisons : d'abord parce que je suis persuadé qu'ils veulent respecter le contrat qui les lie à leurs électeurs et ensuite parce que l'élection présidentielle par elle-même donne une impulsion nouvelle à la vie politique.

- Prenons les Etats-Unis où Ronald Reagan a été élu avec 51 % des voix. A entendre les commentaires, on croirait qu'il l'a été par 70 % des Américains ! Regardez l'impulsion que cela a donné à la vie politique américaine !

- L'élection présidentielle française donnera une forte impulsion à la vie politique française.

- Le déroulement des événements est simple : présentation d'un gouvernement demandant un vote à l'Assemblée nationale à des députés qui ont été élus ensemble en 1978. Je suis convaincu qu'ils voteront ensemble.\

QUESTION.- Au-cours du premier septennat, votre projet de décripation a "grippé". On se trouve actuellement devant une France divisée en quatre...

- LE PRESIDENT.- Non ! La situation que vous décrivez est électorale, ce qui est tout à fait différent. En province, il est fréquent de constater que le fait, pour une circonscription, d'être représentée par un député RPR ou UDF tient davantage à des circonstances particulières ou personnelles qu'à la coloration de ladite circonscription. Il ne faut donc pas dire que la France est divisée en quatre. Je ne dirai même pas qu'elle est actuellement coupée en deux. Elle l'a été de 1972 à 1978, lors de la tentative d'installer en France le programme commun - tentative conduite par M. Mitterrand jusqu'il y a trois ans - avec une participation communiste aux responsabilités. C'était une autre France et, alors, ceux qui n'en voulaient pas étaient coupés de ceux qui voulaient le faire. Qu'il y ait diverses expressions politiques dans un scrutin est tout à fait normal. Il ne faut donc pas employer l'expression "coupée".

- QUESTION.- Si vous estimez que cette coupure en deux n'existe plus, pour vous, François Mitterrand est, pour l'instant, dégage du poids...

- LE PRESIDENT.- Non, il n'est pas dégage. Simplement, il ne décrit plus son programme de la même manière. La logique de sa situation politique reste identique, mais il cherche à décrire le même programme autrement. D'où le brouillard systématique.

- QUESTION.- Son électorat reste communiste...

- LE PRESIDENT.- Il ne peut être élu qu'avec plus des deux tiers des électeurs communistes. On ne peut pas imaginer que cette partie de son électorat ne cherche pas à lui imposer un certain nombre de ses exigences. C'est invraisemblable.

- QUESTION.- N'est-ce pas le rêve d'un président de pouvoir un jour, dans un second septennat, réunir le plus grand nombre de Français ?

- LE PRESIDENT.- Je vous répondrai au-cours du second septennat.\

QUESTION.- Changerez-vous les hommes aux postes principaux de décision ? N'est-ce pas là une réelle difficulté étant entendu qu'il n'y a pas pléthore d'hommes neufs de talent ?

- LE PRESIDENT.- Le gouvernement est composé, à l'heure actuelle, de très peu d'hommes ayant déjà exercé des responsabilités ministérielles avant 1974. Je crois en effet, qu'il faut un renouvellement. Renouvellement ne veut pas dire élimination systématique de tous ceux qui exercent des responsabilités car il y a des hommes et des femmes qui se sont montrés très capables dans l'exercice de leurs fonctions. Toutefois, un constant mouvement de renouvellement est nécessaire, y compris d'ailleurs dans l'entourage du Président de la République - c'est une règle qu'il doit s'imposer.\

QUESTION.- Dans le livre qu'il vous consacre, Arthur Conte estime que votre défaut majeur est de mal évaluer la qualité des hommes. Aurait-il raison ?

- LE PRESIDENT.- Il a tout à fait tort. Prenons les grands commandements militaires, les personnalités à la tête des institutions ou entreprises nationales, les membres du gouvernement en place & vous constaterez que j'ai fait constamment un effort de choix qui, je crois, étaient justes. Reprenant le mot d'un des personnages de notre histoire, je dirai : "J'ai parfois été trahi, mais je n'ai jamais été trompé". Je ne crois pas me tromper sur les hommes. Arthur Conte s'appuie sur un cas pour le dire : le choix du premier Premier ministre `Jacques Chirac`. Il est vrai qu'il était contre et qu'il m'avait appelé pour me mettre en garde contre ce choix. C'est à-partir de ce cas qu'il porte ce jugement.\

QUESTION.- Que pensez-vous de votre adversaire François Mitterrand ? LE PRESIDENT.- C'est un homme politique habile. La manière dont il a réussi à organiser le parti socialite et à écarter Michel Rocard le prouve. Mais je ne crois pas que ce soit un homme d'Etat car je l'ai vu commettre quatre fautes fondamentales de jugement à ce niveau : en 1958, quand il s'est prononcé contre les institutions de la Vème République & en 1962 quand il s'est prononcé contre la force de dissuasion qui nous donnait l'indépendance de notre défense & en 1972. quand il a proposé le programme commun de

responsabilité de notre décision en 1972, quand il a proposé le programme commun au gouvernement avec la participation des communistes et en 1977, enfin quand il a proposé l'arrêt de notre programme électro-nucléaire. Sur cette période, ce sont quatre erreurs de jugement fondamentales au niveau de l'homme d'Etat.

QUESTION.- Les critiques que vous porte Jacques Chirac dans le domaine de la culture sont sévères. A-t-on vraiment, sous votre septennat, encouragé la création artistique ? Le monde entier attend un nouvel âge pour la culture de la France. Estimez-vous avoir aidé cet avènement et avez-vous des perspectives culturelles pour les sept ans à venir ?

- LE PRESIDENT.- Les sept années écoulées témoignent d'un effort exceptionnel pour la culture. Grâce à des acquisitions nombreuses et importantes, le patrimoine culturel de la France a été considérablement enrichi et il faut remonter deux ou trois siècles en arrière pour trouver un développement comparable des collections nationales.

- Le programme d'équipement et de modernisation des grands musées de Paris et de province représente un effort sans précédent. Dois-je rappeler que le musée d'Orsay, actuellement en-cours de construction, sera le grand musée mondial du XIXème siècle et que le musée de la technique et de la culture, implanté à la Villette, sera une réalisation exemplaire en Europe.

- Nous avons, par ailleurs, acquis la collection Picasso dont la présentation constituera l'événement pictural de notre siècle.

- Quand à la musique, elle connaît un développement sans précédent en France.

- Nous avons consenti un effort considérable en faveur de la culture et les artistes le savent, d'ailleurs, et beaucoup d'entre eux m'apportent leur soutien. Je les en remercie.

- Nous avons, en outre, sauvé les métiers d'art de l'agonie grâce à une action persévérante.

- Ce qui est vrai, c'est qu'il existe un problème de création dans certaines disciplines de l'art, notamment la peinture et la sculpture, création dans laquelle l'Etat ne doit pas intervenir en tant que tel. Je ne suis pas partisan de l'art officiel. Imaginez les résultats qu'il obtiendrait.

- Nous avons, en revanche, une politique d'acquisition d'oeuvres d'art moderne. Nous avons développé les commandes, dans le domaine de la sculpture en-particulier.

- C'est en-matière de création que l'attente est la plus forte. L'Etat peut créer les conditions de la création, il ne doit pas être lui-même créateur de la création.

- Vous constaterez que cette période aura été celle au-cours de laquelle on aura engagé et conduit le plus grand nombre d'actions pour le développement de la culture française.

QUESTION.- Quels sont vos -rapports avec vos enfants ? Vous apportent-ils l'air de l'extérieur ? Grâce à eux, avez-vous une idée de ce que pense la jeunesse ?

- LE PRESIDENT.- J'ai eu la chance inouïe, pendant mon septennat, d'avoir des enfants qui comprenaient ce que je faisais et qui, d'eux-mêmes, je le crois, l'approuvaient. Chacun à sa manière parce qu'ils ont des caractères et des activités très différents. D'abord, ils ont réussi à garder leur vie pratiquement intouchée par la fonction présidentielle. Mes filles n'ont pas dormi une seule nuit à l'Elysée pendant le septennat et quant à mes fils, ils n'y ont pas passé plus de quatre nuits au total, toujours entre deux trains. En même temps, ils sont tous à un âge où l'on achève sa formation et commence à avoir des responsabilités.

- Il faut noter - et cela est incompréhensible pour des étrangers - que leurs camarades, qui avaient certainement des diversités d'opinion, n'ont jamais fait la moindre allusion à la fonction de leur père. Ma fille cadette, qui est actuellement à Maisons-Alfort, a fait ses études au lycée Saint-Louis pour préparer son concours. Elle s'y rendait, depuis la rue de Bénouville où elle habitait, à mobylette et n'était jamais accompagnée par un inspecteur de police. Les enfants des autres chefs d'Etat sont toujours accompagnés d'inspecteurs qui assistent aux cours au fond de la salle de classe.

- Mes deux fils ont fait leur service militaire. Il était intéressant pour moi, après la remise sur pied à laquelle nous avons procédé de nos forces, notamment terrestres, d'apprécier, à travers eux, si des progrès avaient été réalisés dans les méthodes de commandement et les -rapports entre les cadres et les hommes. J'ai constaté que des progrès réels avaient été faits dont ils étaient les témoins.

QUESTION.- La Présidente a-t-elle joué un rôle dans cette décision de deuxième candidature ?

- LE PRESIDENT.- C'est une personne de devoir. Elle considère que l'on fait les choses par devoir. Je ne crois pas qu'elle trouve un plaisir ou une satisfaction particulière à être l'épouse d'Anne-Aymone Giscard

d'Estaing` du Président. Elle aime le recueillement, la solitude, la campagne, c'est-à-dire tout le contraire de la vie qu'on peut mener ici. Mais son sentiment a toujours été très clair : si le devoir n'est pas de se représenter, tant mieux. S'il commande de se représenter, il ne faut pas hésiter.

- QUESTION.- Vous êtes probablement superstitieux. Les quatorze ans que personne avant vous n'a bouclés vous inquiètent-ils ?

- LE PRESIDENT.- Je ne suis pas superstitieux, mais croyant. Personne ne l'a fait jusqu'ici, me dites-vous. Eh bien, nous allons le faire ! et cela vaut la peine.\